

VILLE VÉNÉRÉE OU VILLE MAL AIMÉE ? EXEMPLE DE CONSTANTINE (ALGERIE)

N. KERDOUD

Département d'Architecture

Faculté des Sciences de la Terre, Géographie et Aménagement du Territoire, Université de
Constantine, Algérie

E-mail : nadia_kerdoud@hotmail.com

Reçu le 12 février 2007

Résumé

À l'instar de toutes les villes des pays du sud, la ville algérienne n'a pas connu les mêmes dynamiques similaires à celles ordinairement relevées dans la plupart des pays développés. La défaillance des outils d'aménagement, l'absence d'une « gouvernance » efficace, caractérisent la ville algérienne qui propose à l'observateur une trilogie des formes urbaines. Les tissus hérités de l'histoire ancienne (patrimoine précolonial et colonial), la ville planifiée de l'État socialiste, la ville spontanée produite par les citoyens. Constantine, métropole de l'est algérien n'échappe pas à cette tripartition.

Précaires au départ, les zones d'urbanisation spontanées se sont renforcées au fil des années pour constituer des espaces urbains à part entière. Mais, en dépit du rôle important qu'elles jouent dans le système économique et social, elles incarnent la ville mal aimée. Tel est le cas de « Oued- el- Had », secteur informel de 71 ha, situé à l'est de Constantine.

A l'inverse, des espaces urbains plus traditionnels accusent le poids du délabrement et de la précarité. Lieu de la marginalité sexuelle, de la prostitution et de l'insécurité, ils apparaissent pourtant aux yeux des citoyens comme les espaces de la centralité « affective » par excellence. C'est le cas de la vieille ville de Constantine.

L'État, dans le cadre d'une politique du logement social volontariste, a dressé ses « *grands ensembles stéréotypés qui masquent les vieux centres et banalisent la ville* » (Côte, 1988). Vivement critiquée durant une période de l'histoire algérienne, la ville planifiée suscite désormais l'indifférence.

À partir du cas constantinois, notre intervention s'attachera donc à décrire et analyser les images contradictoires que génèrent ces trois types d'espaces urbains. Oued -el- Had, « la ville mal aimée » où les habitants tentent d'améliorer une image qui reste négative, la ville de l'État construite avec de bonnes intentions, mais sans grand succès et la vieille ville qui continue pourtant d'apparaître comme « la ville vénérée ».

Mots Clés : urbanité, représentations spatiales, pratiques spatiales, images, hostilité, urbaphobie

Introduction

Procédant sans cesse d'un exode rural massif et d'une explosion démographique sans précédent; la croissance de la ville algérienne a toujours été exponentielle. De 1954 à 1966, le taux d'urbanisation en Algérie passe de 21% à 31 %. L'est algérien connaît le même taux à la même période. Cette évolution marque en effet deux phases importantes : la première correspond à la période 1954-1962, marquée par l'abandon des campagnes suite à la guerre, la seconde phase va de 1962 – 1966. Elle est marquée par une forte migration des ruraux vers les villes désertées par les Européens au lendemain de l'indépendance. Ces mouvements massifs de population provoquent la prolifération des bidonvilles, le développement du sous-emploi urbain et l'accroissement des déséquilibres démographiques et socio-économiques. Ainsi, soutenu par deux grandes villes à savoir Constantine et Annaba, *«le nombre d'agglomération, dans la région Est, passe de 44 à 111, la population urbaine double de son effectif, en l'espace d'une décennie, et le taux d'urbanisation moyen est évalué à 7,5% par an. En 1966, une personne sur trois est urbaine»* (Raham, 2003). A partir des années 70, la politique volontariste de développement menée par l'État axe sur l'industrialisation, mais accentue l'afflux des ruraux déracinés vers la ville et enclenche une crise, sans retenue, du logement. Si les néo citadins parviennent à résoudre cette crise par une construction illégale du logement, les médinas n'échappent pas à la densification. Par ailleurs, la politique des grands ensembles, semble être l'ultime solution pour un État jeune mais pressé surtout de pallier la crise par une construction massive. Après plusieurs décennies de socialisme dirigiste et à l'issue de la décennie noire des années 1990, la société algérienne a basculé, certes, dans l'économie libérale, mais cette même politique a perduré, en dépit de la libéralisation du foncier et l'encouragement à la construction individuelle. Au delà des noyaux hérités, l'espace urbain périphérique se traduit désormais par deux styles d'urbanisme; une fois par un urbanisme volontaire de zoning et une seconde fois par une urbanisation spontanée ou production sociale et planifiée se mêlent et avoisinent.

Privilégiant un urbanisme de zoning, la construction des grands ensembles à travers la politique des ZHUN (zone d'habitation urbaine nouvelle) se généralise. Standardisées, les ZHUN dressent de grandes périphéries urbaines et forment des *« pseudo villes nouvelles, mal intégrées à la ville ancienne, à l'aspect jamais achevé »* (Côte, 1988). Inadaptée aux besoins culturels de la société, la ville de l'État répond certes au besoin du « logis », mais suscite pour le reste une indifférence totale. Parce qu'elle ne correspond à aucun repère un tel registre psychologique est à bannir de la « ville hostile », à l'encontre des représentations de la ville comme lieu de promotion sociale et de pouvoir, autant de promesses trahies par des pouvoirs (locaux et nationaux) qui ne disposaient pas de moyens suffisants pour satisfaire les besoins de cette population en matière de logement, d'emploi, de transport et d'équipements, etc.

C'est dans cette conjoncture que, depuis plusieurs décennies, l'habitat spontané prolifère. Par ailleurs, la ville manquant depuis toujours d'une véritable politique susceptible d'orienter son développement, de prendre en charge son patrimoine bâti, de ressusciter son héritage ancien, sa médina n'a guère été préservée : à l'exception des réhabilitations timides et occasionnels, la vieille ville de Constantine n'a jamais fait l'objet d'une quelconque opération de mise en valeur. Le nombre de maisons lézardées et de vieilles bâtisses augmente. Mais, en dépit de son délabrement, la vieille ville continue à représenter tout à la fois le passé et la fierté, voire la mémoire, des constantinois. En un mot, c'est la ville vénérée.

En dehors de la ville planifiée et d'une vieille ville en ruine, les périphéries urbaines sont dominées par la prolifération de « *pans entiers de la ville qui vivent et s'organisent en autarcie et se détachent de la gestion, de l'économie et de l'ordre de la ville, en marge du droit et de la loi* » (Ministère de l'Aménagement, 1995). Il s'agit « *d'un habitat non planifié par les institutions urbaines et non conforme aux procédures réglementaires de la construction et de l'urbanisme* ». (Hafiane, 1989). Ces périphéries revêtent des formes urbaines variées : bidonville précaire, lotissement illégal, habitat informel en dur.

Ainsi, l'espace urbain post indépendant transcrit 50 ans après une trilogie de formes urbaines, « *après la ville précoloniale monocentrique et la ville coloniale dualiste. C'est la ville éclatée* » (CÔTE, 1988). Telle une mosaïque, la ville est, aujourd'hui, écartelée entre trois types de formes et d'usage. Certains de ces espaces urbains sont positivement connotés, d'autres le sont négativement. Au triple plan des tissus urbains correspondent, en effet, des images disparates. C'est le cas de Constantine que nous tenterons de présenter à travers : la ville du citoyen illustré par l'exemple de Oued -el- Had, la ville de l'État explicité par les grands ensembles et le noyau ancien « la médina ».

Le travail de terrain sur Oued -el - Had a été effectué à l'occasion de la préparation d'une thèse de Doctorat (en cours). Les méthodes empruntent à la fois à l'observation, aux entretiens ainsi qu'au recensement des activités commerciales. Pour saisir la perception qu'ont les habitants, on a procédé à des entretiens auprès d'un échantillon équilibré par âge et par sexe. Réalisés auprès de 200 personnes du troisième âge ou de jeunes (25 personnes de chaque sexe), ces entretiens ont été effectués dans les rues de la ville (100 à Oued -el- Had et 100 répartis dans les autres secteurs). Effectué entre octobre et Novembre 2006, le dialogue mettait l'accent sur l'image construite par les uns et les autres. Il a été orienté comme suit :

- Comment vous représentez-vous le quartier de Oued -el - Had ?
- Est-ce que ce quartier avait (avant) une certaine réputation ? Si oui, laquelle ?
- En a-t-il une (aujourd'hui). Si oui, laquelle ?
- Citez-nous ses points forts ? ses points négatifs ?
- Vous y rendez-vous pour une raison quelconque ?
- Voudriez-vous y habiter ? le quitter ? pourquoi ?

En ce qui concerne la vieille ville et l'analyse de la ville de l'État, nous nous sommes appuyés sur notre connaissance de la ville ainsi que l'abondante bibliographie qui existe notamment les articles de la presse.

I-OUED -EL- HAD, LA VILLE MAL AIMÉE

I-1 De l'extérieur, une ville récusée

Crée dans le cadre du plan de Constantine en 1958 en dehors du centre, le lotissement de recasement¹ sert, à loger les populations autochtones (Baulig, 1962). Alors qu'il devait permettre de mieux encadrer la population, ce lotissement, qui a vu se développer un

¹Désignant les populations déplacées entre 1954 et 1961, le terme de recasement, selon Henri Baulig, représente une des terminologies administratives de l'occupation française explicitant la politique de regroupement. Comme Oued -el Had, de nombreuses cités de recasement voient le jour à Constantine à savoir El- Bir, Bentellis et les Mûriers. Localisées en dehors du centre, leur création consiste en fait à regrouper et contrôler les populations « indigènes, mais aussi à freiner la rébellion des autochtone.

urbanisme extrêmement dense, une architecture tout en hauteur a dessiné de véritables fronts urbains échappant à tout contrôle et à toute planification. Le Plan de Constantine est décidé dans le cadre de la colonisation finissante. Il est vu comme un ultime moyen pour empêcher les populations arabo- musulmanes de basculer dans le désir d'indépendance. Ces localisations résidentielles visent donc à les convaincre des bienfaits de la présence française. Avec l'indépendance, la fonction de ce type d'espaces urbains change. Cette surélévation illégale permet au secteur à partir des années 80 d'afficher un nouveau visage. Par ailleurs, grâce au développement d'une activité commerciale considérable, ce quartier a conquis un rôle primordial dans la structure d'ensemble de la ville. Pourtant, les Constantinois le boudent, lui associent des images négatives, répulsives : c'est par excellence la ville mal aimée, y compris par ses habitants. Racontées ou vécues, les expériences qui structurent l'imaginaire collectif des habitants de la ville et du secteur (Lynch, 1994) s'accordent toutes à disqualifier le secteur.

L'image construite par l'ensemble des Constantinois renvoie au banditisme, à l'insécurité, à la transgression. Oued -el- Had est considéré comme une zone de non droit où tout est permis. Tout s'y vend ; cela va des objets d'occasion aux articles neufs, de la drogue aux produits divers volés. Le marché informel situé en son centre propose toutes sortes de produits prohibés, parfois, au vu et au su des agents de la sûreté urbaine. Désigné par l'ensemble des questionnés comme un espace des agressions par excellence, le vol demeure l'activité principale des « radjlas »² du quartier. Synonyme de la brutalité et de la violence, la notion de la « radjla » légué par la vieille génération, des années 70 reste d'actualité. En effet, le chômage et la misère qui sévissaient à cette époque ont poussé beaucoup de jeunes du secteur à se tourner vers le banditisme et la délinquance. Aucun étranger au secteur ne pouvait traverser cette limite de la ville sans subir la terreur imposée par ses jeunes, nous rapportent les vieux du quartier. Pour lutter contre la misère et la pauvreté, les agressions et les vols sont devenus leur seul moyen de survie. Repéré comme un quartier risqué, Oued -el- Had commence alors à être associé à une mauvaise réputation à Constantine, celle d'une zone insécurisée et dangereuse. Dans le même temps, la construction à partir de 1980 de grands ensembles (BUM et Ziadia), dépassant le secteur, et suivis de lotissements communaux au nord et à l'est, font que le secteur soit complètement absorbé par la ville.

Pour les jeunes hommes adultes, la « radjla » est le référent essentiel du secteur. Au lieu de signifier la « Horma »³, en veillant à défendre l'honneur des habitants du secteur notamment les femmes (Dris, 2001), le concept change de sens à Oued -el- Had : les jeunes l'associent à une conception et un exercice extrêmement agressifs de la virilité. Ainsi est promu un type social que l'on repère à son allure et à divers accessoires : des bijoux (chaîne, bague) et le couteau à cran d'arrêt caché dans la poche ; imprévisible, violent, il attend ses victimes, fait la chasse aux étrangers (ceux qui n'appartiennent pas au quartier), mais protège les moins forts parmi les membres du clan et les plus faibles du voisinage lorsqu'ils se trouvent à l'extérieur du territoire. La « radjla », à Oued -el- Had, désigne l'homme qui n'a peur ni de la mort, ni de la prison⁴ ; dans le reste de la ville, elle renvoie essentiellement à une violence qui fait peur. Il est important de signaler que ce phénomène d'appropriation

² La Radjela (virilité), dérivé du mot Radjel qui signifie l'homme.

³ La Horma, bien connue, est une norme populaire qui relève de la culture algérienne. Fondée sur les codes de l'honneur selon Nassima Dris, elle instaure le respect de la femme ainsi que l'intimité de la vie familiale dans le quartier. La Horma possède des dérivés tels El- nif (le nez) pour parler de la fierté et la Radjla pour traiter de la virilité. Il s'agit de codes de la présentation de soi dans la société algérienne.

⁴ « *El-Habs li ridjels* », littéralement la prison pour les hommes. Très connue par les jeunes, cette expression plaide pour une virilité exacerbée. Prise en charge par ses adeptes (les jeunes), elle traduit beaucoup d'outrance et d'injustice à l'égard des citoyens.

« sexuée » de l'espace n'est pas exclusif aux villes arabo- musulmanes. En effet, il est important de signaler que le cas de Oued -el- Had n'est pas exclusif aux pays maghrébins, beaucoup de villes de pays pauvres comme l'Amérique Latine rencontre le même genre de situation dans des espaces urbains de même nature.

I-2 L'exclusion féminine ou l'espace sexué

Pour beaucoup de Constantinoises, Oued -el- Had, territoire sous l'emprise de la « radjla », représente l'espace de tous les dangers. La présence d'un marché informel dont la fréquentation reste exclusivement masculine accentue cette peur. Les femmes contraintes de s'y aventurer sont très vite repérées ; elles constituent une proie facile, et risquent d'être agressées. Exclues depuis plus de deux décennies de cet espace « masculin », les femmes s'abstiennent autant que possible de le fréquenter. Le témoignage de Madjda, jeune fille de 23 ans est emblématique de cette situation. Contre l'avis de ses parents, elle décide de travailler dans un cybercafé à Oued -el- Had en 2002. Pour assurer sa protection, elle change ses habitudes vestimentaires (plus de jupes courtes, ni de jeans moulants, etc.) sans réussir à passer inaperçue. Lorsqu'elle travaille, les incursions incessantes des jeunes hommes du quartier dans le cybercafé les provocations et agressions dont elle fait l'objet (propos grossiers, refus de payer, menaces) la terrifient et la conduisent à la démission. Des entretiens réalisés avec les femmes constantinoises (25 femmes qui habitent dans différents quartiers de la ville), il ressort qu'il est inenvisageable de se rendre dans ce quartier, dont elles ont une vision exclusivement négative. Passantes (accompagnant leur mari) ou visiteuses (fréquentant la famille ou des amis), les femmes enquêtées s'accordent toutes sur une seule image, celle d'un désordre total associée à une foule inquiétante. Le cadre urbain est décrit comme dépourvu d'agrément, notamment esthétiques. Les femmes interrogées insistent sur l'insalubrité, l'inachèvement des constructions. Elles identifient le quartier aux différents bruits (bagarres entre jeunes et tumulte provoqué par le *souk des Hommes*) et à une population misérable tout particulièrement celle de jeunes chômeurs. Lieu du marché informel et de l'activité commerciale la plus rentable (notamment la vente de pièces détachées), « le boulevard A », avec son « *souk des hommes* », devient l'espace public que les femmes estiment devoir éviter.

L'image négative de Oued -el- Had est partagée bien au-delà de Constantine. Pour les habitants d'Alger ou d'Annaba, Oued -el- Had est un secteur puissant économiquement, mais illégal et dangereux. Les récits rapportés par certaines femmes en visite attestent parfois d'une violence inouïe. Par exemple, cette étudiante dont la tante habite le quartier depuis les années 1960, affirme bien connaître le secteur. Ayant résidé à Oued -el- Had durant ses études, elle déclare que :

« c'est le plus mauvais des quartiers qui se trouvent à Constantine. Ma tante y habite depuis longtemps, elle souhaiterait bien quitter le secteur si elle avait les moyens. Elle a tout le temps peur pour ses enfants des mauvaises fréquentations. Elle dit que tout ce qui est mauvais, se trouve à Oued -el -Had ; la drogue, le vol voire les crimes. Mes petits cousins se font taper par les voisins. Mais ma tante n'ose même pas réagir, elle a toujours eu peur du pire. Quant à moi, je ne suis pas prête d'oublier ce jour où je ne pensais pas retourner parmi les vivants. Alors que je passais pour rejoindre le logement de ma tante, un jeune me surprend, il me lie les bras

et fait de moi un bouclier pour se protéger des coups de couteaux que son compagnon tentait de lui donner. Le plus surprenant dans l'histoire c'est que les deux individus s'entretenaient réellement, mais tous les deux réussissaient parfaitement à m'éviter les coups. J'ai très vite conclu qu'il s'agissait de professionnels... Enfin, j'y ai échappé miraculeusement ... ».

I-3 Pratiques rurales héritées et démesure urbaine

Morphologie et forme urbaine, comportement social et mauvaise réputation fondent l'image répulsive du quartier, aggravée par la pratique de l'élevage et l'abattage clandestin dans les bidonvilles qui bordent l'Oued -el- Kleb. L'enquête que j'ai réalisée sur ce terrain en Avril 2005 révèle l'existence de 13 Gourbis qui pratiquent l'élevage du bétail (voir photos). Effectués dans des lieux inadaptés (garages et gourbis misérables), l'abattage clandestin ne répond pas aux normes élémentaires de l'hygiène. L'oued El Kleb constitue par ailleurs le dépotoir des ossements des bovins égorgés, dont les carcasses sont abandonnées à l'air libre. En octobre 2005 une opération de la Sûreté urbaine permet, grâce à des renseignements fournis par les citoyens, de démanteler un réseau d'abattage clandestin. Investissant les lieux, la police découvre, en plus de quelques animaux vivants, deux carcasses de bovins suspendues à une poutre ainsi que des morceaux de viandes découpées et conservés dans un réfrigérateur (le *quotidien d'Oran*, 2005). Requis par la police afin d'examiner les bêtes abattues, le vétérinaire de la division départementale de la santé déclare les deux bêtes impropres à la consommation, car elles sont atteintes par la tuberculose. Bien connue par l'ensemble des Constantinois, cette pratique « rurale » mêlée à la commercialisation de beaucoup d'objets dont l'origine et la provenance sont souvent douteuses, placent les habitants du secteur ainsi que leurs produits dans une méfiance absolue. Recommandant la vigilance, beaucoup de Constantinois déclarent avoir assisté au « *souk des hommes* » à des scènes où la victime, accompagnée par les agents de la sûreté, réclame son bien auprès du suspect vendeur.

Englouti par la ville, l'espace périphérique des années 70 devient un espace péri-central. Entré dans la ville, sa position stratégique, en tant que véritable nœud de communication, et la commodité de ses transports facilitent énormément le déplacement dans sa direction. Pour tous les hommes, les raisons de se déplacer à Oued -el- Had sont multiples, du fait des prix relativement bas des pièces détachées ou du matériel d'occasion, des paraboles, des téléphones portables, des radios ou des vélomoteurs. Répulsive pour les femmes seules, et de surcroît pour les non voilées, le commerce de gros et la commercialisation de produits exclusivement masculins (vêtements, chaussures. etc) augmentent l'attraction de cette partie de la ville pour les hommes.

II- LA VILLE PLANIFIÉE, UNE VILLE HOSTILE

II-1 Crise urbaine, crise de la citoyenneté

Ville de l'État, ville de l'urgence ou ville du haut. Désigné par un vocable riche, c'est cette ville *Étatisée*, construite par un État qui lui seul, « *pense, dirige, finance et organise l'espace* » (Côte, 1988), qui nous intéresse ici. Lancée au lendemain de l'indépendance, cette politique volontariste permet la construction des milliers de logements collectifs pour pallier une crise du logement structurelle. Dénommés « ZHUNS », zone d'habitat urbaine nouvelle, ce modèle de cité dortoir, de cinq à six niveaux, couvre d'énormes superficies et marquent

d'importants paysages urbains (villes nouvelles ou villes satellites, périphéries proches ou lointaines).

À Constantine, ces grands ensembles, qui constituent ce qu'on pourrait nommer la « ville de l'État », se nomment Ziadia, Daksi, cinq Juillet, Boussouf, Zouaghi, Frères Ferrad etc. Déshumanisés, ces programmes de logement collectif appelés couramment « cité », adoptent de surcroît une toponymie « numérique » (Kerdoud, 2005). C'est l'exemple de la cité des 300 logements, des 135 logements, des 35 logements etc., réalisés à la ville nouvelle Ali Mendjelli et ailleurs. Attribuée de manière officielle par l'administration locale, cette toponymie banalise la ville. Par ailleurs, construits rapidement et à bas prix, ils traduisent une vision réductrice des pouvoirs publics sur les questions d'urbanisme. Il s'agit de loger des populations de manière standard sans fournir un cadre de vie de qualité. Les plans-masses ne tenant pas compte des réalités, un grand ensemble se présente souvent comme un regroupement de blocs d'habitation entre lesquels s'étendent de grands terrains vagues où les aménagements sont absents (Kerdoud, 2005). C'est aux concepteurs qu'on reproche souvent l'absence de mise en oeuvre d'une stratégie de création des villes nouvelles et d'extension des villes anciennes. Celles-ci ne répondaient jusqu'ici à aucune des normes urbaines contemporaines. Tout y manque : architecture cohérente des habitations, infrastructures, équipements. Etc. (Sari, 1993). Croissance rapide et surtout incontrôlable poussent les autorités à répondre en toute urgence à la crise du logement sans se soucier du reste. Souvent les réseaux et les voiries n'accompagnent même pas le processus d'urbanisation, immergeant ainsi de vastes secteurs urbains dans des problèmes de la pollution et de l'hygiène. De simples services quotidiens tels que le ramassage des ordures, l'éclairage public ou le nettoyage des chaussées ne peuvent être assurés par des collectivités locales totalement dépassées. Le désordre s'amplifie sur fonds de crise urbaine. Corrélant cette crise à la défaillance des structures chargées de la gestion urbaine, le CNES (Conseil National Économique et Social) relève que *« la fragmentation des milieux urbains sous la forme de déstructuration et de désintégration des tissus et la détérioration des conditions de vie, sous la forme de disparités dans l'équipement et le confort, de pénurie, d'exclusion et de fléaux sociaux, sont inscrites au passif des pouvoirs publics et des élus qui n'ont pas su et surtout qui n'ont pas pu développer et gérer la ville, la vie communautaire et l'espace urbain »* (Cnes, 1995).

Difficile à surmonter par les gestionnaires, cette crise rend de plus en plus pénible la vie du citoyen constantinois qui, comme tous les Algériens, réagit en adoptant un comportement dans lequel l'insouciance se combine à l'absence de préoccupation civique. Dépréciée, la ville planifiée devient alors sujette aux critiques les plus acerbes. Que l'on soit dans un taxi, un autobus ou une salle d'attente, la polémique sur la ville nourrit fréquemment les conversations. Comparée au fonctionnement plus harmonieux des villes de l'outre-mer, notamment de l'occident, son anarchie est souvent imputée à un dispositif législatif faible et à des contrôles déficients, voire à un État absent. Il faut hélas reconnaître que si les citoyens se complaisent à de vigoureux discours de dénonciation, ils ne font rien de leur côté pour améliorer la situation. Cette crise urbaine *« a développé à son tour un système de valeurs individualistes rompant alors avec les principes de solidarité entre les membres de la communauté »* (Côte, 1988). Le maire pour sa part se retranche derrière l'argument de la déficience financière, pourtant mainte fois récusé. Pis encore, souvent ce sont les administrateurs qui sont pointés du doigt accusateur par les citoyens pour dénoncer une catastrophe engendrée par une mauvaise gestion laxiste, aux antipodes du volontarisme politique, dont on trouve un équivalent dans les comportements de citoyens qui veillent avant tout à la préservation de leurs intérêts individuels. La squattérisation des espaces attenants aux immeubles par exemple et le détournement des espaces publics au gré de l'activité informelle

en sont la preuve, comme le détournement des espaces intérieurs communs dans les immeubles : buanderies, terrasses et sous-sols sont régulièrement colonisés ; ils deviennent une extension de l'appartement, ou sont transformés en local commercial. Le citoyen constate par ailleurs la faillite des autorités publiques dans tous les domaines (transport, eau, assainissement, espaces verts, environnement, pollution, équipement, commerce, transport et voirie, etc.), que le PAPC (Président de l'Assemblée Populaire de la Commune) avec son exécutif est incapable de répondre à ses besoins, et que l'État est démissionnaire. La passivité de celui-ci encourage un système de gestion parallèle basé sur la corruption et la complicité qui constitue un déni de justice et instaure une inégalité de fait entre les habitants. Beaucoup de citoyens considèrent que les fonds remis par l'État aux responsables locaux sont détournés à des fins particulières. On accuse les pouvoirs publics, incapables d'élaborer un véritable programme de développement pour la ville. Or, selon le CNES « *ces nombreuses tâches attribuées de fait à ces responsables, dépassent largement leur capacité en tant que gestionnaires, en plus les textes réglementaires ne fixaient pas clairement les tâches dévolues aux collectivités D'où l'existence de dérives et d'excès dans l'interprétation des textes et partant l'échec relatif de leur mandat en tant que représentant de citoyen* » (Cnes, 1995). Il faut reconnaître que la crise urbaine manifestée sur les plans d'architecture et d'urbanisme, en plus du chômage, du sous-emploi et de la violence, met en évidence l'inexistence des rapports entre les citoyens et les élus, et alimente surtout le malaise du citoyen, dont le comportement, caractérisé par l'indifférence et l'individualisme, contribue à dégrader la cité et accentue ainsi l'image de la ville hostile.

Anciens ou nouveaux, nombreux sont les secteurs planifiés qui se dotent aujourd'hui d'une toponymie différente que celle officiellement donnée par l'État. Attribuée par des citoyens mécontents, cette toponymie dévoile, en réalité leurs perceptions faites sur des espaces de vie urbains qui ne les satisfont pas. Du Bengladesch à Annaba et Kandahar à Oran, on retiendra la Colombie, Ain el –Fakroune et Tindouf pour Constantine. Reflet d'un état des lieux authentique, cette créativité toponymique spontanée et péjorative, fortement ironique, représente des images variées et dénotent des significations diverses. Tantôt elle dénonce la misère (« Bengladesch » et « Kandahar ») et symbolise l'existence in situ des poches de pauvreté tendant à désurbaniser la ville, tantôt révèle l'origine géographique (Ain-el-Fakroune, un bourg rural ou *Douar*, selon l'expression locale, situé à quelque kilomètres de Constantine) pour désapprouver une avancée rurale et déplorer un mode de vie ruralisant par la prolifération de comportements décrits comme incompatibles avec l'urbain et à l'urbanité, et tantôt fait référence à l'éloignement et à la sous intégration spatiale par rapport à la ville (« Tindouf », ville du sud algérien) pour signaler abandon spatial et privations sociales. Parfois, c'est pour dénoncer des lieux où la circulation des drogues et le banditisme atteignent leur paroxysme, comme « la Colombie » pour le cas de Daksi à Constantine, qu'un toponyme est choisi. Ainsi, significations diverses et dénominations multiples renforcent l'image de la ville hostile. Rappelons qu'à partir des années 1990, le nombre de citoyens abandonnant les zones rurales vers la ville en raison de l'insécurité engendrée par le terrorisme accentue cette crise. Durant la décennie noire, une urbanisation sans retenue est générée au détriment de toute harmonie et équilibre environnementaux et urbanistiques. La dégradation de la ville atteint alors son paroxysme. Résultats d'une crise urbaine plus alarmante, ces images négatives renforcent le sentiment de la rancœur et du désistement à l'égard d'une ville faisant preuve, déjà, de beaucoup d'hostilité auparavant.

II-2 La ville de l'État, discours politique et affirmation de l'hostilité

50 ans après la mise en oeuvre de la ville de l'État, c'est le premier magistrat du pays lui-même qui apporte sa contribution et vient conforter l'image d'un échec du développement urbain. En effet, dans son allocution prononcée le 19 Décembre 2006 lors de l'ouverture des assises sur l'architecture à Alger, le président Bouteflika n'a pas caché son mépris pour « *la défiguration du paysage urbanistique et architectural des villes algériennes* » (L'authentique, 2006). Outré, il n'a pas manqué non plus d'afficher sa tristesse de voir les villes algériennes privées de tout aspect architectural et créatif. « *J'ai honte de la saleté de nos villes et villages* » (El-Nasr, 2006) a-t-il laissé entendre devant des architectes algériens et étrangers. N'épargnant pas les Algériens, le chef de l'État appelle ces derniers à contribuer activement à redonner un beau visage à leur ville et village. Il déclare que la dégradation des villes ne permet plus à présent de faire la distinction entre une zone rurale et une zone urbaine. Considérant l'exode rural massif depuis l'indépendance comme le principal facteur du désastre, il ajoute que « *les gens de la campagne sont venus en ville ramenant avec eux leur culture qui est également la nôtre, mais la zone rurale est une chose et la zone urbaine autre chose* » (L'authentique, 2006) invitant par là les citoyens à faire preuve de civisme. Poursuivant son constat critique, le président de la république émet son souhait de ne plus voir reconstruire les cités dortoirs en lançant que « *l'Algérie des cubes, est fini* » (Horizons, 2006). Revenant sur la question de l'urgence qui a longtemps distingué la construction des villes algériennes, il avoue « *qu'elle a servi et sert encore à diluer les responsabilités, occulter les lacunes, le négativisme, le laxisme et le népotisme, autant de facteurs qui se répercutent négativement sur l'élaboration des programmes, sur la qualité des études et des conceptions et sur le suivi de la mise en forme* » (Horizons, 2006). S'adressant aux architectes en particulier, il leur réclame en effet la nécessaire « *rupture avec les productions sommaires du passé* » (El-Watan, 2006). Une « *image désolante* » telle était la représentation personnelle du premier magistrat du pays faite sur la ville algérienne en fin d'année 2006, dénotant une fois de plus du ressentiment voire de la colère. Mettant le doigt sur la plaie béante de l'acte de construction, il tire la sonnette d'alarme en matière de responsabilités des architectes et des citoyens qui doivent selon lui « *s'organiser en vue d'améliorer le cadre de vie en participant à la gestion des espaces publics* » (Horizons, 2006) soulignant en ce sens l'absence des seconds au changement attendu en matière d'urbanisme et de l'urbanité. Soucieux quant à l'image postérieure de la ville, il interpelle le Ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme « *à revoir les plans d'études en vue d'améliorer le cadre urbanistique des constructions. Les architectes doivent cesser de faire n'importe quoi et faire preuve d'imagination* » (Horizons, 2006) confirme-t-il. Aspirant à une ville durable, il plaide pour des réalisations qui durent plus longtemps, et qui tiennent compte des spécificités locales afin de dépasser la standardisation « *il ne s'agit pas de construire pour dix ans, mais pour un siècle et plus* » (Horizons, 2006) recommande-t-il désespérément. En dressant un tableau authentique mais « *négative* » à plus d'un titre sur la ville planifiée, le président de la république a crié tout haut ce que le citoyen a toujours désapprouvé tout bas dans les coulisses et à l'intérieur des autobus. Une crise urbaine, une image désolante et un sentiment d'hostilité. Tels sont les référents identitaires de la ville de l'État aujourd'hui.

III- LA VIEILLE VILLE, OU LA VILLE VENERE EN DÉTRESSE

Grande métropole de l'Est, Constantine occupe une place particulière dans l'historiographie algérienne, cette place lui revient en vérité grâce à sa vieille ville «la médina». Ville au long passé historique, berceau de beaucoup de civilisations antérieures,

elle fut la capitale de Massinissa, le royaume de Jugurtha et la dernière fortification algérienne à retarder l'occupation française du temps d'Ahmed Bey. Ville du « *ilm* » (savoir) et des « *ulémas* » (savants), ville de *Abdelhamid Benbadis* (grand savant, natif de Constantine), ville du *Rocher*, ville des *ponts*, ville de *Salah Bey*. Cette ville *imprenable* (Grangaud, 2004), c'est aussi elle « *qui a donné son nom au plan de Constantine, projet lancé par de Gaulle, en 1958* » (Côte, 2006). Autant de dénominations et de signes qui soulignent ses modèles d'urbanité, symbolisent la *Ville*, et révèlent une vénération sans limites d'une cité volontiers chantée, peinte et décrite et pleurée par ses habitants. Mémoire identitaire des Constantinois, Cirta s'effrite pourtant chaque jour sous les yeux de ses habitants et de ses responsables locaux et nationaux indifférents et surtout incapables de lui attribuer la place qu'elle mérite dans les pages de l'Histoire universelle selon les citadins de la ville. L'absence d'un urbanisme opérationnel (moyens financiers, outils conceptuels et compétence) pouvant prendre en charge les opérations de rénovation ou de réhabilitation, plongent la vieille ville dans la dégradation et l'oubli. Laissée à l'abandon, elle n'est déclarée « patrimoine national » qu'au mois de juin 2005. Endommagée par des politiques de démolition prônées par les APC (Assemblée Populaire de la Commune) durant les années soixante dix et quatre vingt, 48 bâtisses (El- Watan, 2005) tombent encore en 2005, sous les coups de béliers et engins envoyés par la préfecture et la mairie. Jugeant leur état de dégradation irréversible et prévenant d'éventuelles réoccupations des lieux, les autorités n'avaient pas trouvé mieux que de les démolir. Bon nombre de Constantinois se rappelle encore cette levée de boucliers qui a provoqué l'intervention immédiate de la ministre de la culture, laquelle a mis fin à ces démolitions et transformé la médina en « une affaire d'État ». Certains estiment que si les différents responsables se succédant à la tête de la mairie avaient pris le problème du vieux bâti au sérieux, en établissant une véritable politique de sauvegarde, l'on n'en serait pas arrivés à démolir des bâtisses qui témoignent d'un passé ancestral et qui représentent « l'unique repère » d'une ville rongée par la crise. Une bonne partie de la basse Souika est en ruine aujourd'hui. En effet, ce qu'elle comptait en bâti a subi les outrages du temps certes, mais également ceux de la main de ses citoyens. La taudification qu'elle atteint aujourd'hui est en grande partie causée par « *le remplacement des anciens occupants propriétaires par des ruraux locataires, n'accordant pas à l'entretien des constructions la même préoccupation que les anciens occupants* » (Côte, 2006). Pressés d'être relogés dans des bâtiments neufs, des habitants et des squatters ont eux-mêmes détruit leur logement. Devenu un commerce connu dans la vieille ville, le squat des maisons en ruines épuise davantage son tissu, menacé déjà par un exode rural massif enclenché après l'indépendance⁵. 80% des familles concernées par cette opération de démolition, ont déjà bénéficié de logements dans la nouvelle ville Ali Mendjeli dans le cadre d'un programme de relogement selon les autorités locales (El- Watan, 2005). Revenues à leur ancienne habitation, ces familles auraient déjà vendu leurs nouveaux logements selon la même source. Paupérisant la médina, d'autres n'hésitent pas à construire à la place de ces ruines des maisons de fortune avec de la tôle et du parpaing. Par ailleurs, apparaissant depuis peu, un nouveau style de commerce se développe. Adopté par des propriétaires peu soucieux du danger qu'il présente, le commerce de bazar sur utilise le vieux bâti et accélère la dégradation de l'ensemble.

D'abord espace d'accueil pour les ruraux déracinés à partir de 1960, puis espace refuge pour les terroristes et les occupants illégaux des années 90, la vieille ville continue d'assurer son rôle de réceptacle des populations en quête d'intégration dans la ville. Son

⁵ La vieille ville compte aujourd'hui 40 000 habitants avec une densité de 139 habitants par hectare, pour une superficie de 40 ha. Surpeuplée, ses maisons atteignent un taux d'occupation de 12 personnes par pièce, selon Mohamed Foura. Cette surcharge humaine contribue énormément à la dégradation de la cité, 30% de la superficie est aujourd'hui en ruine selon le même auteur.

caractère labyrinthe, ses venelles et ses ruelles mal identifiées lui valent cette qualité d'espace refuge y compris pour des catégories d'individus mal perçues par la population : prostituées, homosexuels, dealers, qui renforcent l'image négative des lieux et alimentent le sentiment d'insécurité. Ici et là, le visiteur peut toujours apercevoir les vestiges des maisons transformées en dépotoirs d'immondices de tout genre, et sont le domaine des rats. Une image désolante et un patrimoine en désuétude annonçant le début d'une fin. Tout cela, devant un mutisme total des associations qui n'ont jamais joué aucun rôle, ne serait-ce qu'en corrigeant la dérive pour préserver un véritable pan symbolique, culturel et historique de la cité. Un lieu de débauche, dangereux, insalubre et délabrée. Tel est le cas de Cirta, qui demeure malgré tout « *Un état d'âme, en réalité, on l'aime ou on ne l'aime pas, elle ne laisse jamais indifférent* » (L'expression, 2006). Les Ouled -el- bled (fils de la ville) de Constantine sont persuadés que leurs gouverneurs (préfets et maires) n'ont jamais rien fait pour la sauver. Elle conserve pourtant son prestige, et les visiteurs y sont nombreux : la médina continue d'exercer un pouvoir d'attraction incroyable par ses commerces, ses équipements et son site pittoresque (le rocher et les gorges du Rhumel) qui rendent compte d'une centralité topologique, économique et affective sans égale.

CONCLUSION

Une ville multiple, une crise urbaine, un État défaillant, une urbaphobie émergente

Urbaphobie ou urbaphilie, le sentiment porté à une ville multiple comme Constantine est un cas instructif. D'une part, produite par l'habitant, la ville du bas mélange une histoire (ancienne et nouvelle) pour former aujourd'hui des espaces éternellement mal vus et dépréciés. À Constantine, comme beaucoup de secteurs informels, Oued -el- Had présente un exemple édifiant dans ce sens. Au plan économique, il représente l'espace commercial par excellence. Zone libre et espace de relégation également, il figure sans contestation aucune la ville mal aimée des Constantinois. Si la ville du bas en tant que morphologie urbaine et composante sociale a depuis toujours été perçue de manière essentiellement négative par le politique et le citoyen, c'est parce que la présence d'un contingent de population rurale l'identifiant a toujours été contestée par les citoyens. D'autre part, même si ce sentiment d'hostilité ne semble pas être ouvertement manifesté dans la ville de l'État, il demeure toutefois implicitement saillant à travers le comportement social et les pratiques spatiales de ses usagers. Empreinte d'une politique de l'urgence qui n'a jamais emporté l'assentiment des citoyens, la ville du haut s'est même attirée l'hostilité du premier magistrat du pays.

En dehors de l'espace médinois, qui suscite toujours une très forte adhésion, malgré les maux qui le rongent, la ville multiple de Constantine dessine des images presque convergentes. Négatives et désolantes, elles reflètent l'abandon dans lequel elle a été tenu, la montée de l'indifférence voire de l'hostilité. Toute une gamme d'attitude et de comportement social, qui se combinant, dessine les contours nets d'une tendance à l'urbaphobie. Celle-ci s'explique largement par une évolution sociale, économique et politique « chaotique » engendrant la stagnation et le fléchissement, mais causée essentiellement par un exode rural devenu son acteur principal, selon une opinion publique qui impute au « rural », à « l'arriviste », ou au « Barani » (l'étranger) la responsabilité de la crise urbaine manifestée dans la trilogie urbaine analysée ci-dessus. Par ailleurs, l'absence de l'État dans la gestion de la ville et l'inexistence d'une gouvernance conduisent la société civile à tenter d'assurer le relais, mais surtout à cultiver une urbaphobie galopante. Amorcée par l'État puis développée par le citoyen, cette urbaphobie ne peut être dépassée qu'à travers une réconciliation entre les

acteurs, ce qui implique le préalable d'une réelle « démocratie ». Pour redresser cette image et infléchir ce sentiment, beaucoup de travail attend les architectes, les gestionnaires et les citoyens qui doivent élaborer ensemble une politique urbaine capable de contenir, en faisant appel à de nouveaux instruments, la crise de la ville multiple.

BIBLIOGRAPHIE

- Adnane M, « le président lors des assises sur l'architecture », *El- Nasr* (Constantine), 20 Décembre 2006, p.03.
- Badiaâ A «Bouteflika aux assises nationales sur l'architecture », *L'authentique* (Constantine), 20 Décembre 2006, p.03.
- BAULIG H (1962), « une expérience de déplacement de population : les centres de regroupement en Algérie », *Annales de géographie*, n° 388; Ed Armand Collin, Paris, 670 p.
- Belagha H « destructions en série de bâtisses séculaires. Menaces sur la médina de Constantine », *El- Watan* (Constantine), 6 mars 2005, p 03
- Boumalit L « Du soutien au groupe armé à l'abattage clandestin » *Le quotidien d'Oran*, 11 Octobre 2005, p.07.
- Bouteflika A, « Allocution du chef de l'État », *Horizons*, 20 Décembre 2006, p.04-05.
- CÔTE M (1988), *L'Algérie ou l'espace retourné*. Paris, Flammarion, 362 p.
- CÔTE M ((2006), « cité antique et vile nouvelle ». Constantine, Ed Média Plus, 120 p.
- DRIS N (2001), « La ville mouvementée, Espace public, Centralité, Mémoire urbaine à Alger ». Paris, L'Harmattan, 435 p.
- FOURA M (2003), « la médina de Constantine, une centralité menacée de ruines », *revue d'urbanisme « la fête en ville »*, n° 331, 30 p.
- GRANGAUD I (2004), « la ville imprenable ». Constantine, Ed Média Plus, 364 p.
- HAFIANE A (1989), *le défi à l'urbanisme, exemple de l'habitat illégal à Constantine* ». Alger, Ed OPU, 290 p
- KERDOUD N (2005), « Bengladesch ou Médina ? Espaces urbains périphériques et représentations : deux exemples à Annaba et à Guelma (Algérie) », *Cybergeo, revue européenne de géographie*, n° 327.
- KRIM N « Cirta : mémoire et identité », *l'expression* (Constantine), 17 avril 2006, p 03
- LYNCH K (1994), *L'image de la cité*. Paris, Dunod, 221 p
- M. A. O « J'ai honte de nos villes et villages », *El- Watan* (Constantine), 20 décembre 2006, p 03.
- Ministère de l'Aménagement du Territoire, *Demain l'Algérie*, Alger. 1995.
- NOURI N « Constantine, évacuation par la force à Souika », *El- Watan* (Constantine), 22 février 2005, p. 03.

- RAHAM D (2005), « L'évolution spatio-temporelles du réseau urbain régional. Le cas de l'Est algérien », *les documents de la maison de la recherche en sciences humaines de Caen*, n° 15. Caen, presses universitaires de Caen, 334 p.
 - SARI.D (1993), *Les mutations socio-économiques et spatiales en Algérie*. Alger, Ed OPU.
-